

**Santé :**  
Le projet « EAWA »  
pour mettre fin au  
VIH SIDA en Afrique  
l'Ouest officiellement  
lancé à Lomé **P.5**

**MUTAA : La réunion  
ministérielle prend**



Désigné par ses pairs Champion du Marché  
Unique du Transport Aérien Africain,  
Faure Gnassingbé honore le Togo.

**fin ce  
Lundi** **P.7**

Office Togolais des Recettes :  
**Le recensement  
foncier démarre  
ce matin dans la  
division de Lomé** **P.6**



# LIBERAL

*Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion*

N° 0357 du Lundi 28 Mai 2018 - 250 F CFA / Etranger 1€

## Editorial

### L'avenir des ACP-UE passe par Lomé

Lomé a l'insigne honneur d'accueillir dès demain et jusqu'au 1er juin, la 107e session du Conseil des ministres ACP-UE. Après une situation politique tendue depuis le mois d'août 2017, le pays s'inscrit à nouveau dans un cercle vertueux en accueillant une série de rencontres internationales de grande envergure. Le dernier sommet extraordinaire de la CEDEAO en est une parfaite illustration sans oublier la 4e réunion ministérielle sur l'opérationnalisation du Marché Unique du Transport Aérien Africain (MUTAA).

Voici venue la 107e session du Conseil des ministres ACP-UE. Ce sont près de 600 délégués venus de 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et des Pacifiques, et les 28 de l'Union Européenne qui posent leur valise dans la capitale togolaise. La rencontre de Lomé passe pour être un grand rendez-vous car l'avenir de la coopération entre les ACP et l'UE en dépend. Les enjeux sont de taille.

En effet, l'Accord de Cotonou qui lie les ACP à l'UE arrive à expiration en février 2020. Pour renouveler cet accord, il est donc important de baliser la voie en préparant les discussions sur l'avenir des relations ACP-UE d'une façon générale. Il s'agit aussi et, surtout, d'examiner le projet cadre de mandat de négociation préparé par le Comité des Ambassadeurs ACP à Bruxelles. La réussite de ces discussions permettra de renforcer davantage la coopération entre les ACP et l'UE en vue d'en tirer profit pour les peuples.

Les soixante-dix-neuf pays d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique s'exprimeront d'une seule voix lors de l'adoption d'un mandat pour les négociations avec l'UE en vue d'un accord post-Cotonou. Comme on le constate, l'avenir des relations ACP-UE post 2020, passe par Lomé.

*Le Directeur de Publication*



## La 107e session du Conseil des ministres ACP s'ouvre à Lomé demain

**P.3**

Meeting politique :  
**La C14 peine  
à remobiliser  
ses militants** **P.3**



MICRO à l'envers

**C**est désormais la tendance, plusieurs partis politiques se retrouvent dans des regroupements.. Après la C14 les centristes, on parle du Groupe des Républicains et Ecologistes du Togo (GRET). Un regroupement de six partis politiques à savoir le FN, le MRC, le PRPS, le PUDES, le PTJ et le PEP. Que pensez-vous de ce regroupement? Peut-il apporter quelque chose dans la résolution de la crise politique ?

JACQUE WOELE, JOURNALISTE AU JOURNAL WWW.LOME24.COM

Depuis un bon moment la crise politique a fait que tout le monde veut devenir président dans ce petit pays de 56600km2.

Au Togo, nous avons plus de 113 partis politiques, et voilà tous ces partis politiques sont en train de se regrouper.

La conférence de presse à laquelle nous venons d'assister est riche en informations. Etant journaliste, j'ai beaucoup épousé les idéologies de ce nouveau regroupement. Passer par la concertation et par la négociation sont les seuls moyens pour trouver une issue favorable aux problèmes des togolais



PATRICIA OURO, JOURNALISTE FREELANCE



Nous avons connu dans ce pays des regroupements comme la CST, CAP2015, le GROUPE DES SIX, la C14 et aujourd'hui le GRET, tous se revendiquent du peuple.

Actuellement la crise persiste ; si c'est le mouvement du GRET qui pourrait apporter

la solution ? Alors bon vent à eux! Ce regroupement qui vient de voir le jour veut passer par la négociation et je crois que c'est un début de solution. Les Togolais doivent commencer à oublier le dialogue. Prions que la solution vienne de ce regroupement!

Pharmacies de garde à Lomé

Semaine du 28/05/2018  
au 04/06/2018

|                    |                                                                      |             |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| CENTRE             | 46, Rue de la Gare (face SGGG)                                       | 22 21 83 30 |
| AKOFA              | Av. Maman N'Danida Amoutivé                                          | 22 21 00 97 |
| N-D de MEDJ        | Boulevard du 13 Janvier, Angle rue Gaitou - Face Byblos              | 22 35 20 02 |
| CRISTAL            | Boulevard Houphet Boigny                                             | 22 20 90 91 |
| CHATEAU D'EAU      | Près Château d'eau de BE                                             | 22 21 57 51 |
| ESPERANCE          | Av F.J. STRAUSS, Face Ecole Française Nyékonakpôé (Rue Adjololo)     | 22 21 01 28 |
| LIBERATION         | Avenue Libération prolongée                                          | 22 22 25 25 |
| BON SECOURS        | Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca                        | 22 45 76 74 |
| ROBERTSON          | Après la Lagune de Nyékonakpôé (TOGBATO)                             | 23 20 61 11 |
| N.D. DE LA TRINITE | Sise au 20 boulevard de la paix à Super Taco                         | 22 21 27 80 |
| GBEZE              | Boulevard Jean Paul II                                               | 22 26 32 61 |
| UNIVERS - SANTE    | Boulevard GNASSINGBE Eyadema, Cité OUA face à l'entrée du CHU-CAMPUS | 22 52 41 39 |
| AEROPORT           | Rte de l'Aéroport SITO                                               | 22 26 21 22 |
| RAOUDHA            | Située au 4495 Boulevard Zio Hedzranawoe, derrière TOGO 2000         | 22 61 39 39 |
| LUMIERE            | Agbalepédogan                                                        | 22 25 15 26 |
| OSSAN              | Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI                         | 23 38 44 25 |
| DES ROSES          | Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union              | 22 37 38 12 |
| LA GRÂCE           | Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoè              | 22 25 91 65 |
| TAKOE              | Avant la station CAP ESSO de Zongo (côté opposé)                     | 22 34 03 42 |
| VITAS              | Située à Agoè Assiyé du côté ouest                                   | 22 25 63 43 |
| SATIS              | Près du C.E.G. Koshigan à agoè-logopé sur le Bd de la CEDEAO         | 22 50 30 55 |
| MAWUNYO            | Agoè-Sogbossito, route de Mission TOVE en face de la station OANDO   | 22 42 34 64 |
| BAGUIDA            | Face CMS de Baguida                                                  | 22 35 47 77 |
| AVEPOZO            | A côté de la place publique d'avepozo                                | 22 27 04 86 |



**Le Libéral, c'est tous les lundis et vendredis chez votre marchand de journaux.**

Meeeting politique :

# La C14 peine à remobiliser ses militants

Après des tentatives infructueuses des manifestations de rue, la coalition des 14 partis politiques essaye de remobiliser ses militants à travers des meetings. La première tentative ce week end n'a pas du tout été concluante. De Bè Kodjindji, Avenou, Baguida à Agoè, la mobilisation n'était pas celle des grands jours. C'est un public clairsemé qui a assisté à ces différents meetings. Une grosse désillusion pour la coalition qui a toujours



brandi la mobilisation comme étant l'unique arme dont elle dispose pour mettre le pouvoir en place à ses pieds? La coalition qui a fait marcher ses militants pendant plus de huit mois

est-elle en train de payer le prix de ses abus? Difficile à dire mais tout compte fait le constat saute aux yeux le

discours de mobilisation des militants passe difficilement ou a du mal à passer.

Aujourd'hui la classe politique togolaise attend la reprise du dialogue pour une issue définitive à ce qui s'apparente à une crise politique.

Le prochain sommet de la CEDEAO au mois de juin devrait également s'intéresser au cas togolais. Mais en attendant la Coalition des 14 partis politiques multiplie des initiatives mais avec au bout, l'échec.

DM

## La 107e session du Conseil des ministres ACP s'ouvre à Lomé demain

**U**n autre grand rendez-vous international à Lomé, il s'agit de la 107e session du Conseil des ministres ACP qui s'ouvre demain mardi dans la capitale togolaise. La session s'étendra sur deux jours et sera sous la présidence de la Jamaïque, à un moment décisif des relations ACP-UE. Cette réunion constitue une étape importante vers l'ouverture des négociations entre le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP) et l'Union européenne (UE). Les soixante-dix-neuf pays d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique s'exprimeront d'une seule voix lors de l'adoption d'un mandat pour les négociations avec l'UE en vue d'un accord post-Cotonou.

Une session extraordinaire consacrée aux négociations sur l'après-Cotonou a précédé hier dimanche 27 mai, la session, la 107e qui ouvre ses portes demain. A la veille du lancement de ces négociations, il existe clairement un intérêt commun à harmoniser la future coopération ACP-UE avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable.

En plus de débattre de l'avenir du Groupe ACP et de ses relations avec l'Union européenne, la 107e session du Conseil ACP se penchera sur des questions stratégiques, telles que la transformation du Groupe pour le repositionner comme un acteur mondial



plus efficace afin qu'il puisse mieux répondre aux besoins et aspirations de ses États membres. Les Ministres discuteront également du moyen de tirer parti des principes de complémentarité et de subsidiarité entre le Groupe ACP et les Organisations régionales et continentales,

d'assurer le financement durable du Groupe et de promouvoir l'agenda du changement climatique au sein d'un Groupe ACP repositionné.

Au centre des discussions prévues à Lomé figure également la révision de l'Accord de Georgetown. Les modifications envisagées

porteront notamment sur des dispositions relatives au préambule, aux critères d'adhésion et aux catégories de membres, une attention majeure étant accordée à l'appel lancé par les chefs d'État et de gouvernement ACP lors de leur 7e Sommet tenu en 2012 pour que des contacts et des relations soient noués avec d'autres États et groupes d'États.

Parmi les autres principaux points à l'ordre du jour figurent les questions liées aux produits de base et au commerce, le développement économique durable et le financement du développement.

En marge de la 107e session s'est tenu, le 26 mai, une consultation inter-

organismes avec des Organisations continentales et régionales, telles que la Commission de l'Union africaine (CUA), la CARICOM et le Forum des îles du Pacifique (PIF). Le Groupe ACP reconnaît le rôle important et actif de ces organisations, et plaide pour que la coopération qui le lie à celles-ci soit préservée et renforcée dans le cadre d'un accord post-Cotonou. L'objectif de cette consultation est de permettre aux Communautés économiques régionales (CER) et aux Organisations d'intégration régionale (OIR) de contribuer à l'élaboration du cadre de négociation du Groupe ACP en vue d'un accord post-Cotonou.

Le Conseil des ministres ACP est le principal organe de décision du Groupe ACP après le Sommet des chefs d'État et de gouvernement.

Ce sont plus de 600 délégués venus de 79 pays des ACP-UE qui sont attendus dans la capitale Lomé.■

Dick Mensan

# Fin de la Mission de la société Bloomberg New Energy Finance (BNEF) dans le cadre de la réalisation de l'étude Climatescope 2018

**L**a mission de Bloomberg New Energy Finance (BNEF) dans le cadre de la réalisation de l'étude indépendante Climatescope 2018, a pris fin ce vendredi 25 mai 2018 après trois jours de travaux intensifs.

Cette mission sur l'attractivité des investissements dans le secteur des énergies propres qui a été conduite par Madame Eléonore LAZAT s'est bien déroulée en conformité avec les objectifs fixés. Les travaux de la mission ont permis d'échanger sur l'état des lieux et les perspectives des domaines clés de l'étude, notamment, le cadre institutionnel et réglementaire du secteur, les investissements et les financements, les chaînes de valeur des secteurs des énergies à faible teneur en carbone et des énergies propres et, les activités de gestion des gaz à effets de serre. Les résultats de cette étude seront disponibles dans la période Octobre-Novembre 2018. La délégation s'est félicitée de la préparation efficace de cette mission par la partie nationale togolaise. Elle a tenu à remercier Monsieur Ably BIDAMON, Ministre des Mines et de l'Energie et Madame Sandra Ablamba JOHNSON, Coordonnateur National de la Cellule Climat des Affaires auprès de la Présidence, pour l'efficacité de leur coordination stratégique et technique.

La délégation a également exprimé sa gratitude à Madame Ekoué Dédé, Ministre, Conseillère du Président

de la République, pour son appui depuis le début du processus et pour sa contribution à la réussite de cette mission. Le gouvernement togolais remercie les acteurs de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile et les partenaires au développement pour leur contribution de qualité aux travaux de la mission. Les autorités togolaises ont témoigné leur gratitude à la société Bloomberg New Energy Finance pour l'efficace coopération pendant la mission et exprimé leur souhait d'établir avec elle un partenariat stratégique pour accompagner notre pays dans ses efforts du développement des énergies renouvelables. Le gouvernement togolais saisit cette opportunité pour renouveler ses remerciements à tous les partenaires au développement qui l'accompagnent dans le développement du secteur de l'énergie et, en particulier dans la promotion des énergies renouvelables.

Les participants du secteur privé et de la société civile se sont félicités d'être associés à cette mission et ont indiqué leur intérêt à poursuivre, au niveau national, les échanges avec le gouvernement,

sur l'amélioration du cadre d'attractivité de l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables et sur leur participation efficace à la promotion de ce secteur prioritaire.

Il faut noter que conformément à son Plan National de Développement (PND) et aux Objectifs de Développement Durable (ODD), le Togo ambitionne d'atteindre d'ici 2030, un taux d'électrification de 100% avec 50 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique, d'assurer son indépendance énergétique, et de contribuer à une meilleure prise en compte des aspects liés aux changements climatiques en ligne avec les engagements pris au niveau international, notamment à travers l'Accord de Paris. L'atteinte de ces ambitions nécessite une mobilisation significative de financements privés en complément aux ressources publiques.

A la lumière de ce constat, les parties prenantes ont relevé l'importance de capitaliser les résultats de cette étude pour accompagner les efforts du gouvernement en matière de mobilisation d'investissements pour le secteur des énergies



renouvelables. De manière plus spécifique, les travaux ont recommandé que notre pays exploite les résultats de Climatescope pour : 1. donner une visibilité mondiale accrue aux efforts fournis par le Togo pour créer un climat d'affaires favorable pour la promotion des énergies renouvelables ;

2. informer un large éventail d'investisseurs internationaux et d'institutions de financement, des opportunités présentes et des potentialités futures qu'offre le secteur de l'énergie propre au Togo ; 3. mettre en exergue sur le plan international, les efforts faits par le Togo dans la mise en œuvre de sa « Contribution Déterminée au Niveau National (CDN) dans le cadre de la Convention Cadre Des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), notamment les engagements en matière de mesures d'atténuation de gaz à effets de serre ;

4. Mettre en place un processus multi-acteurs d'identification des avantages comparatifs du Togo à renforcer et des défis à relever pour offrir aux investisseurs privés, un cadre plus attrayant et compétitif en matière d'énergies renouvelables, en tirant des leçons de l'expérience et de l'évolution des 99 autres pays couverts par l'étude Climatescope de Bloomberg New Energy Finance. 5. Convenir d'une feuille de route pour améliorer progressivement l'attractivité des investissements dans le secteur des énergies renouvelables en capitalisant sur l'approche utilisée par le Togo pour l'amélioration du Doing Business.

Pour tirer le meilleur profit de cet exercice, le gouvernement togolais envisage d'organiser après la publication du rapport de l'étude, un atelier de capitalisation des résultats afin d'en tirer les implications d'actions pour une meilleure attractivité et une compétitivité accrue du secteur des énergies renouvelables, un secteur clé pour la croissance économique et le bien-être des populations.

Le gouvernement exprime sa profonde gratitude au Centre Régional de Collaboration de la BOAD/CNUCC et à la Banque Mondiale qui ont signifié au cours de la mission, leur disponibilité à l'accompagner dans la réalisation de cet atelier de capitalisation de l'étude.

La collecte des données de l'étude se poursuivra jusqu'à fin juin 2018, la Cellule Climat des Affaires de la Présidence et le Ministère des Mines et de l'Energie appellent les parties prenantes impliquées à fournir après cette mission, toutes les informations complémentaires pertinentes pour une analyse optimale de l'attractivité du Togo en matière d'investissements dans le secteur des énergies propres.

**Cellule Climat Des Affaires (CCA) Présidence de la République Togolaise**

## INTERVIEW DU CHEF DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE, Prof. ROBERT DUSSEY

**A** la veille de l'ouverture de la 107<sup>e</sup> session du conseil des ministres ACP, le chef de la diplomatie togolaise le professeur Robert DUSSEY a accordé une interview dont nous reprenons pour vous l'intégralité.

**Prof Robert DUSSEY, Lomé accueille la 107<sup>ème</sup> Session du Conseil des Ministres ACP et la 43<sup>ème</sup> Session du Conseil des Ministres ACP-UE. C'est bien cela ?**

Tout à fait, le Togo accueille du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin 2018, les Sessions du Conseil des Ministres des ACP-UE. Plus de 600 délégués venus de 79 pays des ACP dont (48 d'Afrique subsaharienne), (16 des Caraïbes), (15 du Pacifique) et 28 de l'UE sont à Lomé.

**Monsieur le ministre, quel est l'état de la coopération entre les ACP et l'UE ?**

Je dois avouer que les 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et des Pacifiques, et les 28 de l'Union Européenne sont deux grands et



fidèles partenaires qui coopèrent depuis des décennies dans plusieurs domaines. Nous voulons travailler ensemble pour améliorer cette coopération dans l'intérêt des générations futures.

**Justement Monsieur le Ministre, quels sont les enjeux des présentes sessions à Lomé ?**

L'Accord de Cotonou qui lie les ACP à l'UE arrive à expiration en février 2020. Pour renouveler cet

accord, il nous faut donc préparer les discussions sur l'avenir des relations ACP-UE d'une façon générale et, surtout, d'examiner le projet de cadre de mandat de négociation préparé par le Comité des Ambassadeurs ACP à Bruxelles.

Evidemment, la réussite de ces discussions nous permettra de renforcer davantage la coopération entre les ACP et l'UE en vue d'en tirer profit pour nos peuples. Comme vous le voyez, l'avenir des relations ACP-UE post 2020, passe par Lomé.

**Monsieur le Ministre, y a-t-il des chances de réussite de l'après-Cotonou ?**

Ces genres de discussions entre plusieurs partenaires ne sont souvent pas des plus faciles, mais nous restons optimistes car l'union sacrée des ACP serait un atout pour nous. ■

## Préparer les femmes à la bonne gouvernance locale : « L'Académie politique des femmes leaders » est née

**L**a Ministre de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation a procédé le 24 mai dernier à Lomé au lancement officiel de l'« Académie politique des femmes leaders », un projet mis en œuvre avec la collaboration du Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif (Pro-CEMA) financé par l'Union européenne.

L'« Académie politique des femmes Leaders » doit contribuer à la consolidation de la gouvernance locale avec une plus grande participation des organisations de femmes autonomes, dans la

définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement. Elle vise notamment à former un peu plus de 140 femmes sur la gouvernance et à susciter des candidatures en une première phase pilote sur

toute l'étendue du territoire lors des élections locales qui devraient se tenir au Togo en 2018.

L'académie est ouverte aux jeunes femmes ayant une vocation et un engagement politique. Pour être éligible,

les postulantes doivent notamment être âgées de 25 ans et plus, être membres des partis politiques parlementaires, jouir de la confiance du leadership du parti, avoir le BAC ou une compétence similaire.

Le Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif (Pro-CEMA) vise à mieux impliquer la société civile dans l'accompagnement de l'action gouvernementale, la

gestion des affaires publiques et à assurer une meilleure coordination État-Monde Associatif. Il attache une attention particulière à la dimension genre et vise notamment à encourager les candidatures féminines et à accroître la présence des femmes aux postes électifs. Il permet enfin au milieu culturel de mieux participer au débat citoyen.■

La rédaction

## Santé : Le projet « EAWA » pour mettre fin au VIH SIDA en Afrique de l'Ouest officiellement lancé à Lomé

« **Ending AIDS in West Africa (EAWA)** », Mettre fin au SIDA en Afrique de l'Ouest pour les francophones, c'est un projet que lance Le Ministère togolais de la santé et l'Ambassade des Etats-Unis comme l'indique le nom du projet, il s'agit de bouter le VIH/SIDA hors de l'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2030. Le projet sera mis en œuvre dans quatre pays que sont le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée et le Togo. Il est financé à hauteur de 10 milliards de FCFA par l'Agence américaine de développement économique et d'assistance humanitaire (USAID). Il sera exécuté au bénéfice des groupes cibles tels que les professionnels du sexe, des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, les prisonniers ainsi que les usagers de drogue.

Son objectif est d'accompagner les efforts des gouvernements ouest africains dans l'atteinte des objectifs 90/90/90 à l'horizon 2020 dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA. Grâce à ce projet, 90% des personnes vivant avec le VIH devraient connaître leur statut sérologique, 90% des personnes infectées par le VIH et dépistées devraient recevoir un traitement antirétroviral durable, et enfin 90% des personnes recevant un traitement antirétroviral devraient avoir une suppression virale durable.

EAWA est piloté par l'USAID et l'organisation non gouvernementale internationale (FHI360) sur une durée de cinq (05) ans. Au cours de ces cinq ans, le FHI360 et ses partenaires vont construire des Centres d'excellence pour les populations clés au Togo, au Burkina Faso, au Bénin et en Guinée afin d'améliorer la

capacité et la qualité des programmes VIH/SIDA en faveur des groupes ciblés.

Les centres d'excellence des populations clés serviront de centre d'apprentissage, de prestation de service, de recherche et de mise à l'échelle des pratiques à haut impact (HIP) et des approches développement de partenariats. EAWA lèvera également des fonds complémentaires auprès d'autres partenaires tel que le Fonds Mondial et d'autres acteurs des secteurs privés et publics. « Il va promouvoir l'apprentissage Sud-Sud et renforcera les capacités des réseaux et les partenaires régionaux et nationaux », a laissé entendre le Directeur du projet, Wade Souley.

Selon David Gilmour, ambassadeur américain en République togolaise, EAWA vient renforcer et transformer la riposte au VIH/SIDA. Ceci au travers d'une technique de ciblage

des couches où les taux de prévalence sont les plus élevés et en optimisant les chances pour les pays bénéficiaires du projet d'être au rendez-vous de 2020.

D'après l'ONUSIDA, 42% des personnes vivant avec le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre connaissent leur statut sérologique, 35% sont sous Anti rétroviral (ARV) et environ 25% seulement ont



une charge virale supprimée.

Au Togo, le taux de prévalence moyen actuel est de 2,1% (avec des variantes entre les hommes et les femmes et les régions) et près de 60.000 bénéficient de traitements antirétroviraux.

Même si le pays a fait des progrès sur ce plan ces dernières années, la lutte contre la maladie est cependant loin d'être terminée.■

La rédaction

**DÉSORMAIS, VOUS AVEZ LA POSSIBILITÉ DE CRÉER VOTRE ENTREPRISE EN LIGNE SUR LE SITE INTERNET DU CENTRE DE FORMALITÉS DES ENTREPRISES**

Croissanterie Tweat :

## La nouvelle offre restauration de Total Togo

**L**a filiale togolaise de la société française de commerce des produits pétroliers, Total Togo a lancé le mercredi dernier dans sa boutique de Totsi, une nouvelle offre de restauration. Dénommée « La Croissanterie Tweat », cette nouvelle offre de Total Togo ambitionne satisfaire toute la clientèle de la société, en leur permettant de passer des moments de dégustation dans un cadre agréable, sans exclusif.

Il s'agit d'une restauration rapide et de qualité que la société met à la disposition de sa clientèle (petit déjeuner, déjeuner, goûter, dîner), pour compléter la gamme de produits déjà disponibles. Pour y parvenir, elle a procédé, à en croire le Chef Service Réseaux de Total à des études d'impact afin de soumettre une offre la parfaite possible. Pour ce faire, les exigences de raffinement

d'une cuisine de haut niveau, la prise en compte des offres concurrentes ont guidé la synthèse de la Croissanterie Tweat.

« La mentalité du Togolais qui aimait bien manger chez lui a beaucoup évolué. Aujourd'hui, le Togolais veut aussi bien manger dehors comme chez lui. Au-delà, l'agrandissement de nos agglomérations et les diverses doléances ont

concouru à la création de cette nouvelle offre. Par cela, nous venons d'ouvrir une nouvelle page pour nos clients. Il y a certes d'autres défis multiples et multiformes, mais nous sommes fiers et prêts à tous les relever. », a-t-il déclaré.

Ce même sentiment de fierté a été partagé par le Directeur Général de Total Togo, Adrien Bechonnet venu lancer l'offre.

« La meilleure manière pour

moi de juger de la qualité d'un fast-food est d'y amener mes enfants. Je les ai récemment amené ici et depuis, ils en redemandent. Je puis donc affirmer à toute la clientèle de notre société qu'ils se sentiront comme chez eux ici. Notre objectif à long terme est de faire de notre filiale togolaise, un modèle en Afrique. Il est certes vrai que nous sommes un peu en retard, par rapport à d'autres filiales de la sous-région, mais je suis fier de mon équipe qui chaque jour contribue efficacement à la montée de nouveaux concepts qui nous mettront sur les rails. », a confié le Dg de Total Togo.

En attendant une prochaine extension à Agoè Zongo et dans les autres boutiques prisées de Total, la Croissanterie Tweat peut être retrouvée à deux points. Total Totsi et Total BTCL. A Totsi, une accueillante équipe de huit personnes participent activement tout au long de la journée à la cuisson de merveilleux délices tels des croissants, des galettes, des plats de salades, de frites. Une cuisson basée sur les savoir-faire français et africains. Faut-il le rappeler, ces fast-food sont à la base, issus du partenariat entre Total et un restaurant français dénommé « La Croissanterie ».■

Démocrate

Office Togolais des Recettes :

## Le recensement foncier démarre ce matin dans la division de Lomé

**L**e Commissaire des impôts de l'Office Togolais des recettes (OTR), M. Adoyi Essowavana a rencontré la presse le vendredi dernier pour situer l'opinion publique sur le démarrage ce lundi matin d'un recensement foncier. Durant trois mois, 150 jeunes recrutés et formés par l'Office se chargeront de recenser d'abord à Lomé, les immeubles bâtis et non bâtis, principaux ou secondaires des six divisions de la ville.

Il s'agit pour le Commissaire des Impôts d'actualiser les informations immobilières de l'Office qui sont déjà dépassées. En effet, les constructions pullulent le Togo en général et Lomé en particulier, qui devient de plus en plus grande. Un tour sur les nouvelles routes et infrastructures modernes construites par l'Etat togolais pour s'en rendre compte. Il est donc normal que le Trésor Public recouvre toutes les



créances afin de couvrir ces actions régaliennes de l'Etat.

« L'impôt foncier, pendant longtemps n'a pas été bien levé,

équipés des outils ultra-modernes tels des GPS, des

portant ainsi atteinte à l'équité fiscale », a confié le Commissaire des Impôts.

Les agents, dans l'accomplissement de leur mission, sont

tablettes... Les chefs traditionnels, les responsables des CDQ et CVD sont également mis à contribution par l'OTR dans ce projet de recensement afin que les populations soient bien informées du caractère habituel d'un tel recensement.

Après Lomé, le cap sera mis sur l'intérieur du pays. Nous y reviendrons.■

Démocrate

Le Togo en alerte :

## Les poissons en provenance du Bénin désormais soumis à des contrôles sanitaire

**L**e gouvernement togolais a confirmé la découverte de milliers de poissons morts dans le lac de Toho, au Bénin dans la commune d'Athiémé, localité frontalière avec le Togo au niveau du Bas-Mono.

Dans un communiqué conjoint rendu public jeudi dernier à Lomé, les ministères en charge de l'agriculture et de la protection ont annoncé des mesures préventives pour assurer la protection des populations.

Selon la note



gouvernementale, pour assurer la protection des populations des mesures ont été prises pour intensifier des contrôles aux frontières par

les services compétents en vue d'empêcher l'entrée des poissons suspects sur le territoire togolais.

« Toute cargaison de poissons en provenance du Bénin à destination du Togo, non accompagnée de certificat sanitaire sera purement et simplement saisie et détruite », ont annoncé MM. Mijiyawa et Agadazi.

Les deux ministres ont expliqué que d'après les informations qui leur sont parvenues, le sinistre serait dû à un empoisonnement du

Lac par un produit de nature inconnue pour l'instant.

Ils ont ajouté qu'il s'agit d'un événement inattendu jamais enregistré qui peut entraîner une intoxication alimentaire collective grave au sein des populations.

Enfin les ministres ont invité la population à plus de vigilance et au respect scrupuleux des mesures qui ont été annoncées. Ils rappellent que toute intoxication consécutive à la consommation de poissons, devrait être immédiatement signalée au centre de santé le plus proche.■

# MUTAA : La réunion ministérielle prend fin ce lundi

**L**e processus de création d'un Ciel unique africain est presque un acquis. Les premiers accords sont une réalité. Lomé, la capitale togolaise accueille depuis vendredi la quatrième réunion du Groupe de travail ministériel sur l'opérationnalisation du Marché Unique du Transport Aérien Africain (MUTAA).

Cette rencontre de haut niveau est organisée par la Commission de l'Union africaine (UA), en collaboration avec la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC). Le choix de Lomé pour abriter cette réunion s'explique par le fait que c'est le président togolais, Faure Gnassingbé qui est chargé de piloter le processus d'implémentation du MUTAA sur le continent. La direction du MUTAA lui avait été confiée par ses homologues africains en janvier dernier, en marge du 30<sup>ème</sup> Sommet de l'Assemblée de l'UA (Union Africaine) avec pour objectif principal de convaincre les pays qui sont encore réticents à rejoindre le marché.

Pendant les quatre jours, les participants se sont penchés sur les possibilités de mise en œuvre des mesures



Désigné par ses pairs Champion du Marché Unique du Transport Aérien Africain, Faure Gnassingbé honore le Togo.

immédiates pour assurer le fonctionnement efficace du marché et sur les mesures devant faciliter l'harmonisation des accords de services aériens entre les États membres du marché unique. La finalité de ce rendez-vous à Lomé a été l'occasion d'harmoniser les accords bilatéraux de services aériens (BASA)

entre les membres du marché unique du transport aérien africain. La réunion a servi également de plateforme pour les États qui ne sont pas encore d'accord sur les services aériens, de conclure, le cas échéant, des BASA conformes à la Décision de Yamoussoukro (DY).

La Commission a profité par

ailleurs de cette occasion pour diffuser les règlements sur la concurrence et la protection des consommateurs de la DY. Pour atteindre l'objectif de la réunion, il a été recommandé aux États membres de disposer de toutes leurs accréditations appropriées pour signer le BASA, le protocole d'accord ou tout autre document convenu au nom de leurs États membres respectifs. Les délégations des États membres devraient comprendre le directeur général de l'autorité de l'aviation civile et/ou une personne compétente similaire ayant compétence pour négocier des BASA avec d'autres États membres africains.

Notons que le MUTAA vise à créer un marché unifié du transport aérien en Afrique, à libéraliser l'aviation civile sur le continent et à y impulser l'intégration économique.

Le projet contribuera selon la Commission de l'UA à l'amélioration des niveaux de service aérien, renforcera

la concurrence entre les itinéraires ce qui entraînera des tarifs plus compétitifs, stimulera le volume des trafics supplémentaires, favorisera le commerce, les investissements et d'autres secteurs de l'économie et entraînera un accroissement de la productivité et une augmentation de la croissance économique et de l'emploi.

Pour rappel, le Marché unique du transport aérien en Afrique est le résultat de l'application "immédiate" des principes de la Décision de Yamoussoukro adoptée en 1999 et approuvée par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'UA à Lomé (Togo) en juillet 2000.

Les vingt-cinq pays actuellement signataires du MUTAA sont : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Botswana, Cap-Vert, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Rwanda, Sierra Leone, Swaziland, Togo, Tchad et Zimbabwe.■

## Les premiers stagiaires de l'institut des métiers de la mer de l'Université de Lomé

**A**près son lancement officiel à Lomé par l'UL et ses partenaires la lundi dernier, les responsables de l'institut des métiers sur la mer I2M ont dans la foulée organisé cinq jours de formation à 14 stagiaires venus de La Côte d'Ivoire, Maroc, Ghana et le Togo.

Cette formation de remise de niveau a pour but de porter un plus aux participants sur la gestion du sinistre. Au cours de la formation, les participants ont appris les mécanismes de gestion du sinistre

A travers l'I2M, l'Université



de Lomé veut répondre efficacement et promptement aux défis et enjeux de l'heure en mettant

à disposition aussi bien des étudiants que des professionnels des formations aux métiers liés

au domaine maritime.

Ainsi, l'établissement permettra, non seulement, aux jeunes togolais et

africains d'acquérir des compétences indispensables au fonctionnement et à la compétitivité dans le domaine portuaire ; mais aussi de recycler les compétences des agents déjà sur le terrain.

Pour le Directeur de l'institut, Prof Okey Komlagan Nézan Mawussé, l'I2M fera toujours des formations de renforcement de capacité ensuite progressivement vont se développer des formations diplômantes axées sur des contenus en adéquation avec les besoins des entreprises.■



**INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps  
DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO**

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS  
LES ZONES SUIVANTES :**

- ☒ **AGOÈ,**
- ☒ **BAGUIDA,**
- ☒ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ☒ **FOREVER,**
- ☒ **ZONE PORTUAIRE,**
- ☒ **ABLOGAMÉ,**
- ☒ **KODJOVIKOPÉ,**
- ☒ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ☒ **RÉSIDENTE DU BÉNIN,**

**& DANS LES AUTRES CITÉS.**

**LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.**

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS  
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM  
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

*Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.*

# Futures échéances électorales : Le Collectif des Jeunes pour le Développement et le Collectif des organisations pour une Diplomatie Non Gouvernementale appellent le gouvernement au respect des délais légaux

**L**e Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD), au cours d'une conférence de presse conjointe avec le Collectif des organisations pour une Diplomatie Non Gouvernementale le samedi dernier à Lomé, a salué le climat de paix et de stabilité retrouvé par le Togo.

En effet, notre pays a été secoué par une crise politique sans précédent depuis le 19 août 2017, qui a conduit à un dialogue inter-togolais depuis le mois de février de cette année, sous la facilitation du Président Ghanéen, Nana Akufo Ado. Cette crise a engendré un climat d'insécurité et de violences tous azimuts, avec son corolaire impacte sur les activités économiques que le

CJD avait dénoncé avec la dernière vigueur.

A l'heure où un semblant de normalité paraît être gagné, mais que de nouvelles peuvent à tout moment faire replonger le Togo dans le chaos d'il y a quelques mois, le CJD attire l'attention des différents acteurs à faire preuve de sagesse et à suivre la voie tracée par la communauté internationale à

travers les représentations du Groupe des 5 qui a demandé à ce que la crise soit réglée par le dialogue ou la voie électorale.

« Aujourd'hui, la paix est effective dans le pays. Et nous devons reconnaître que la communauté internationale y a beaucoup contribué. En octobre dernier, les Nations Unies demandaient aux acteurs politiques d'aller au référendum afin que le peuple

puisse s'exprimer sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles... Aujourd'hui, le dialogue ouvert en février 2018 semble au point mort... le temps passe... le CJD demande donc aux autorités togolaises d'accélérer les processus électoraux afin que le référendum, les élections locales et les législatives puissent tenir dans les délais légaux », a déclaré Adom Orphée, Coordonnateur du CJD.

Le Collectif a par ailleurs salué l'engagement de la communauté internationale

dans la crise, celui de la France à travers les déclarations de son Président Macron, la CEDEAO, l'UA, la facilitation ghanéenne et les efforts personnels du Président Ado et enfin le Président Guinéen Alpha Condé.

Au CDJ enfin, on pense que le dialogue est une bonne voie. Néanmoins, vu la radicalisation des positions, le Togo qui depuis peu a retrouvé la confiance des investisseurs par le climat de paix et de sécurité retrouvé, doit avancer et n'aura d'autre choix que de suivre la loi. ■

Démocrate

## FIFA : Michel Platini blanchi par la justice suisse

**S**uspendu quatre ans par la FIFA, l'ancien président de l'UEFA a été innocenté par le parquet helvétique dans l'affaire du versement de deux millions de francs suisses, selon des documents consultés par « Le Monde ».

C'est un courrier, en date du jeudi 24 mai, qui relance totalement l'affaire Michel Platini. Consultée par Le Monde, la missive est signée par Cédric Remund, procureur du ministère public de la Confédération helvétique (MPC) et a été envoyée à Vincent Solari, l'avocat de l'ex-président de l'Union des associations européennes de football (UEFA).

Dans sa lettre, le parquet suisse blanchit officiellement Michel Platini dans le cadre de la procédure pénale ouverte, en septembre 2015, contre l'expatréon de la Fédération internationale de football (FIFA), Joseph Blatter, pour un paiement prétendument « déloyal » de deux millions de francs suisses (1,8 million d'euros) qu'il a fait au Français, en février 2011, « sous prétexte de rémunération en tant que conseiller spécial entre 1998 et 2002 ».

Contrairement à M. Blatter, « soupçonné d'avoir versé un montant litigieux », le Français, 62 ans, n'avait été auditionné que comme « personne appelée à donner des renseignements », l'équivalent en France du statut

de témoin assisté. « Nous vous confirmons que la présente procédure n'est pas menée à l'encontre de votre mandant, Michel Platini, assure à Me Solari le procureur suisse. Nous pouvons également vous confirmer que votre mandant ne sera pas incriminé dans le cadre de la présente procédure. »

**L'horizon s'éclaircit sur le plan pénal**

Cette annonce du MPC était attendue fébrilement par le camp Platini depuis le 25 septembre 2015 et la perquisition menée par les autorités suisses au siège de la FIFA, à Zurich. Elle fait suite aux demandes répétées des conseils de M. Platini, afin que le parquet



se prononce enfin sur son cas. « Comme rien ne bougeait, je suis intervenu à plusieurs reprises pour demander que le MPC prenne position de manière

claire pour dire, si c'était le cas, que M. Platini était hors de cause, confie Me Solari au Monde. Il... ■

## Liverpool et l'Egypte donnent des nouvelles de Mohamed Salah

**S**orti sur blessure à la demi-heure de jeu de la finale de Ligue des Champions, Mohamed Salah se plaignait de l'épaule. Selon Jürgen Klopp, l'état de santé du joueur est inquiétant même si la fédération égyptienne se montre plus optimiste. La participation ou non de Salah à la Coupe du Monde est incertaine.

Le monde du football attendait la confrontation entre Cristiano Ronaldo et Mohamed Salah. Pour beaucoup, il s'agissait presque d'une passation de témoin entre une légende du foot et un joueur qui aspire à le devenir. Malheureusement pour l'international égyptien, rien



ne s'est passé comme prévu. La star de Liverpool a dû quitter ses coéquipiers peu avant la demi-heure de jeu en pleurs en se tenant l'épaule. Il faut dire que le duel avec Sergio Ramos a été âpre. L'épaule du numéro 11 des Reds n'a pas tenu le choc dès lors qu'elle a heurté violemment le sol.

Sans son maître à jouer, Liverpool n'a rien pu faire et s'est incliné 3-1, grâce notamment à deux bourdes de

Karius. Mohamed Salah à quant à lui regagné les vestiaires et s'est dirigé vers l'hôpital de Kiev.

Plusieurs médias britanniques, dont la BBC, ont rapidement évoqué une dislocation de l'épaule à l'issue de la rencontre. Interrogé en conférence de presse d'après match au sujet de l'état de santé de son joueur, Jürgen Klopp a paru pour le moins inquiet et a donné des nouvelles pas vraiment rassurantes quant à l'état de forme de Salah. « C'est une blessure sérieuse, vraiment très sérieuse. Il est à

l'hôpital pour passer une radio. C'est soit la clavicule ou l'épaule elle-même. Ça n'a pas l'air bon, c'est tout ce que j'ai », a-t-il indiqué dépit.

D'ores et déjà, la fédération égyptienne a déjà réagi sur twitter et a annoncé que le Docteur Mohammed Abu Ola avait été prévenu par le service médical de Liverpool après le scanner aux rayons X passés par le joueur et que selon les premiers diagnostics l'heure était à l'optimisme quant aux chances de voir le Pharaon disputer la Coupe du Monde dans trois semaines. Les prochains jours devraient nous permettre d'en savoir plus sur la durée réelle d'indisponibilité de Mohamed Salah. ■

## OPTION SANTÉ

## Les vertus du miel



**L**e miel est une substance sucrée fabriquée par les abeilles à l'aide du nectar des fleurs. Composé à plus de 80 % de glucides, c'est un aliment riche en énergie et relativement pur. En fait, on y retrouve principalement deux sucres : le fructose et le glucose, deux sucres simples qui ne nécessitent aucune digestion avant leur absorption et qui sont facilement et directement assimilés par le corps. Le miel contient également une faible quantité de potassium, de même que des traces de quelques autres nutriments.

**Attention aux dents !** Comme tous les produits contenant des glucides, le miel a un pouvoir cariogène important. En effet, il peut causer des caries dentaires au même titre que le cola ou le sucre blanc. Par contre, contrairement à ce dernier, le miel cause, en plus des caries, de l'érosion sur l'émail, ce qui augmente la sensibilité des dents et le risque de caries<sup>12</sup>. Il est donc primordial d'avoir une bonne hygiène dentaire après avoir consommé du miel. Mais une bonne hygiène dentaire n'est-elle pas importante en tout temps ?

**Cancer.** Peu d'études se sont penchées sur l'impact de la consommation de miel en relation avec le cancer. Des chercheurs ont toutefois démontré, à la suite d'une étude réalisée sur des cellules, que la consommation de miel fournirait une protection contre le cancer du sein<sup>6</sup>. Cette protection serait attribuable au pouvoir antioxydant du miel, donc à sa teneur en flavonoïdes. Les miels foncés seraient donc plus efficaces que les miels pâles. Malgré ces résultats très encourageants, de tels effets n'ont pas encore été démontrés chez l'humain. Il faut toutefois noter qu'une étude observatoire menée auprès de plus de 5 000 femmes révèle l'existence d'un lien direct entre une diète riche en aliments sucrés et en sucre (incluant le miel) et l'augmentation des risques de cancer du sein<sup>7</sup>. Il convient par contre de souligner que cette étude ne permettait pas de différencier l'impact de chacune des sources de glucides, ce qui empêche de tirer des conclusions sur le rôle du miel seul. Une récente revue de littérature a démontré les effets prometteurs du miel sur les cancers du sein, du foie et du colon. Effectivement, le miel aurait la capacité de moduler la prolifération des cellules cancéreuses par divers mécanismes<sup>14</sup>.

Les flavonoïdes contenus dans le miel ont également fait l'objet d'études. Ces antioxydants sont reconnus comme étant très efficaces pour désactiver les molécules oxydées naturellement dans l'organisme, par exemple les radicaux libres. Ces molécules étant impliquées dans les processus d'endommagement de l'ADN et dans la croissance des tumeurs cancéreuses, leur inactivation ralentirait ces phénomènes et donc la prolifération des cellules cancéreuses. D'ailleurs, une étude de cohorte menée en Finlande auprès de 10 000 hommes et

femmes durant plus de 20 ans a démontré qu'une consommation élevée de flavonoïdes permettrait de réduire l'incidence du cancer du poumon<sup>8</sup>.

**Effet antibactérien.** Certaines caractéristiques du miel tel son bas pH, sa grande viscosité qui limite la dissolution d'oxygène et sa faible concentration en protéines lui confèrent un effet antibactérien important<sup>9</sup>. D'ailleurs, la possibilité de prévenir et de traiter certaines affections gastro-intestinales mineures comme de l'inflammation ou un ulcère gastrique par une administration orale de miel n'est pas exclue. En effet, ce dernier diminuerait l'adhérence des cellules bactériennes aux cellules épithéliales de l'intestin ce qui empêcherait les bactéries de se fixer<sup>10</sup> et de proliférer, en plus de mettre à profit ses propriétés anti-inflammatoires. Toutefois, aucune étude évaluant le potentiel thérapeutique du miel comme antibactérien n'a été réalisée jusqu'à aujourd'hui.

#### Autres propriétés

Dans une portion de 15 ml de miel, aucun nutriment ne rencontre les critères pour être considéré comme une source, une bonne source ou une excellente source. Le miel contient sensiblement la même quantité de sucre ou de calories que les autres agents sucrants (sucre blanc, cassonade, sirop d'érable) mais du à son pouvoir sucrant plus élevé, il est un choix intéressant car on le consomme en quantité plus faible.

Également, comme celui-ci possède un indice glycémique plus faible, il demeure un choix plus avisé pour les personnes atteintes de diabète.

#### Précautions

Le miel est le seul aliment connu au Canada pouvant être à l'origine du botulisme infantile. Le botulisme infantile est une maladie rare causée par l'ingestion de spores provenant de la bactérie *Clostridium botulinum*. Parce que la flore microbienne intestinale d'un enfant de moins d'un an est immature, elle ne lui permet pas une digestion suffisamment rapide de ces spores pour en empêcher la germination. Cette germination dans l'intestin permet la production d'une neurotoxine qui cause divers symptômes pouvant aller jusqu'à la mort de l'enfant<sup>11</sup>. Les spores de *Clostridium botulinum* sont probablement transportées par les abeilles qui seraient en contact avec elles dans l'air, la poussière et le sol. Malheureusement, le traitement de

pasteurisation appliqué au miel ne permet pas leur destruction et ne prévient donc pas les cas de botulisme infantile. Conséquemment, Santé Canada, recommande de ne pas donner de miel aux nourrissons de moins d'un an.

#### Le miel et l'alcool font bon ménage

La consommation simultanée de miel et d'alcool permet de diminuer les effets de ce dernier. Une étude réalisée en 2005 chez de jeunes hommes en santé<sup>13</sup> révèle que la consommation concomitante d'alcool et de miel augmenterait la vitesse de disparition de l'éthanol dans le sang par une augmentation de son taux d'élimination de près de 30 %. Cette élimination plus rapide de l'éthanol permettrait de diminuer le temps d'intoxication du corps humain, soit le temps requis pour atteindre une valeur nulle d'alcool dans le sang, mais surtout permettrait de diminuer l'intensité des symptômes causés par cette intoxication d'environ 5 %. Reste que la modération a bien meilleur goût !

#### Le miel au fil du temps

**Le terme « miel », qui est apparu dans la langue au Xe siècle, vient du latin mel.**

Le miel fait partie de ces aliments dont on ne peut imaginer qu'ils n'aient toujours existé. Bien avant que l'être humain ne maîtrise la fabrication d'outils ou la construction de ruches, il récoltait le miel dans la nature, habituellement dans les troncs creux, mais aussi sous des roches moussues, voire dans de petites fosses creusées à même le sol. Cet aliment a accompagné les plus anciennes civilisations dans leur évolution et, de tout temps, on lui a rattaché une riche symbolique, dont celle d'être la substance des dieux. Sumériens et Babyloniens s'en servaient dans leurs rituels religieux, tandis que les Égyptiens en embaumaient leurs morts. Pour les Hébreux, la terre promise était celle où coulaient le lait et le miel.

Cher, le miel de jujubier ! Il en va des miels comme des parfums. Leur prix peut varier considérablement selon leur lieu de production, les propriétés qu'on leur attribue, le type d'abeille productrice, la plante butinée et l'abondance de la récolte. Ainsi, en France, le miel du sapin des Vosges est considéré comme le nec plus ultra. Mais le miel le plus cher au monde serait celui du jujubier

sauvage, produit au Yémen. L'engouement qu'il suscite tiendrait à ses propriétés aphrodisiaques et à sa rareté.

Selon les cultures, le miel est élixir de longue vie, aliment des aliments, boisson des boissons, médicament des médicaments, et on lui a prêté de nombreuses propriétés médicinales. On s'en servait également pour conserver les aliments. C'est ainsi qu'au Ve siècle, l'historien Hérodote écrit que les Grecs allant chasser le faisan, dans ce qui est l'actuelle Géorgie, les immergeaient dans des amphores remplies de miel pour le voyage de retour.

L'abeille, qui est apparue sur Terre il y a 80 millions d'années, était tout aussi vénérée que le miel qu'elle fabrique : « messagère des dieux », « acolyte de la Grande Déesse », « insecte qui côtoie Dieu », « lumière solaire », aucun qualificatif n'était excessif pour décrire cet insecte qui appartient à la famille des apidés et dont l'espèce la plus répandue en apiculture est *Apis mellifera*, pour laquelle on connaît quatre principales races et de nombreux écotypes locaux.

Toutefois, l'abeille domestique n'est pas la seule à produire du miel. En Amérique, avant son introduction par les colons européens au XVIIe siècle, les Indiens d'Amérique du Sud élevaient à cette fin la petite mélipone (*Meliponini* spp.), qui se caractérise par son absence de dard et par la saveur particulière de son miel.

On peut trouver aujourd'hui des dizaines de variétés de miel. Si les plus connus sont à base d'acacia, de trèfle, de luzerne, de fleurs sauvages, de bleuet (myrtille), de verge d'or, de pommier ou de sarrasin, les produits de spécialité se multiplient : tilleul, baie de sabal, thym, lavande, romarin, sapin des Vosges, aster, avocatier, sauge, ronce, framboisier, canola, canneberge, coton, pissenlit, eucalyptus, menthe, citrouille, romarin, carthame, soya, vinaigrier, tournesol, orange, châtaignier, etc.

#### Usages culinaires

Dans de nombreux pays, l'appellation « miel » est réglementée : il s'agit d'un aliment entièrement naturel, auquel on ne doit rien ajouter, ni additifs, ni conservateurs, ni sirop, etc. Au Canada, l'étiquette doit porter le nom du pays de production, la qualité (Canada no 1, 2 ou 3) et l'origine florale (trèfle, fleurs sauvages, sarrasin, etc.).

**Remarque :** la cristallisation du miel n'est pas un indice de détérioration. De nombreux facteurs peuvent entraîner ce phénomène. Pour lui redonner sa fluidité, il suffit de le chauffer à petit

feu, ce qui aura pour effet de faire « fondre » les cristaux.

En dehors du miel qu'elles produisent, les abeilles jouent un rôle important dans l'agriculture puisqu'elles sont essentielles à la pollinisation de nombreuses plantes avec lesquelles elles ont évolué au fil des millénaires. Citrons, oranges, amandes, pommes, courgettes, concombres, melons, pastèques n'existeraient pas sans elles. À titre indicatif, on estime à 15 milliards de dollars leur contribution au PIB des États-Unis, le miel ne représentant qu'une infime partie de ce montant. Or, ces insectes indispensables que l'on voyait jadis partout – dans les pâturages, les forêts, les jardins – sont de plus en plus rares. Si bien que des producteurs doivent désormais payer les services d'un apiculteur, qui viendra parfois de très loin, pour assurer la pollinisation de leurs cultures.

C'est le cas de la Californie, qui assure les deux tiers de la production mondiale d'amandes, et où les abeilles meurent en masse, victimes entre autres du varroa, un acarien qui se nourrit de leur sang. Ce parasite serait la première cause de mortalité de l'*Apis mellifera* dans le monde. Originaire d'Asie du Sud-Est, il n'est apparu aux États-Unis qu'en 1987, et jusqu'à tout récemment, on en limitait la prolifération à l'aide de pesticides. Malheureusement, il a développé une résistance aux deux principaux pesticides autorisés sur le marché. Pendant la période de floraison des amandiers, la Californie doit donc importer à prix fort des ruches de la Floride.

En Europe, le varroa, qui est arrivé en 1982, semble sous contrôle. Des spécialistes français qui suivent l'évolution de l'épidémie américaine se demandent si les difficultés dans ce pays ne tiennent pas, avant tout, à l'absence de diversité génétique de leur cheptel. « En soumettant les importations d'abeilles à des conditions très strictes, écrit un chercheur de l'INRA, en poussant très loin la sélection, ils se privent d'une biodiversité qui favoriserait pourtant la résistance aux parasites, car augmenter la diversité, c'est accroître les probabilités de trouver un mélange génétique capable de permettre à l'abeille de s'adapter. »

D'ailleurs, dans de nombreux pays du globe, les apiculteurs redécouvrent leurs abeilles locales, dont les écotypes sont fortement diversifiés. Souvent plus résistantes aux maladies que les abeilles importées, elles sont également mieux adaptées aux conditions climatiques de la région, que ce soit la sécheresse, le froid, l'humidité, etc. Leur seul défaut est d'être généralement moins productives, si bien que leur miel commande un prix plus élevé. ■

# « La Chine a besoin de l'Afrique comme l'Afrique a besoin de la Chine »

**M**ême si de réels défis restent à relever, la coopération entre la Chine et l'Afrique progresse rapidement, juge la chercheuse chinoise He Wenping dans une tribune au « Monde ».

Tribune. Au mois de mars, à peine quinze jours après la clôture de la réunion des « deux assemblées » de Chine, les présidents de trois pays africains, le Cameroun, la Namibie et le Zimbabwe, se sont successivement rendus en Chine.

Ces trois pays ont exprimé leur espoir de renforcer la stratégie de développement de leur pays et manifesté leur ferme volonté de s'associer au projet « B & R » (One belt, one road) de coopération économique sur la Nouvelle route de la soie avec la Chine. La Chine s'est en outre engagée à élever les relations avec la Namibie et le Zimbabwe au niveau du compagnonnage pour une coopération stratégique totale. On peut affirmer que la visite des trois présidents a inauguré l'« année de l'Afrique » en Chine en 2018.

Dans l'histoire, la Chine et les pays africains ont subi les violentes agressions et gouvernances coloniales et ont mené des luttes de libération contre l'impérialisme et le colonialisme jusqu'à leur indépendance. De nos jours, ils participent en profondeur à la mondialisation et portent la revendication commune d'un développement économique durable. Pour cette raison, chacun considère ses partenaires comme une chance de développement et un point d'appui important de sa stratégie internationale.

La Chine a besoin de l'Afrique comme l'Afrique a besoin de la Chine. La création en l'an 2000 du « Forum de la coopération sino-africaine » a servi de plateforme stratégique institutionnelle pour le renforcement des échanges bilatéraux, de la communication et de la coopération entre la Chine et l'Afrique, ce qui a permis à la coopération sino-africaine, dans les dix-huit dernières années, de connaître un développement rapide et multiforme.

La Chine devant les Etats-Unis

Depuis la création de la République populaire, ce fut la période qui a connu le développement des relations

sino-africaines le plus rapide. Depuis 2009, la Chine a dépassé les Etats-Unis, en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique. L'Afrique est aussi devenue pour la Chine le troisième marché d'investissements extérieurs et le deuxième marché pour la création d'entreprises dans le monde. Au milieu de l'année 2016, le montant global des investissements de la Chine en Afrique a atteint 10 milliards de dollars avec 3 100 entreprises chinoises qui ont investi et opèrent en Afrique.

Si l'on compare avec la coopération entre l'Occident et l'Afrique, le développement des relations sino-africaines, mis à part l'héritage historique fondé sur le respect mutuel et la valeur de leur complémentarité, se caractérise aussi par le fait que les entreprises et le gouvernement chinois prennent surtout en compte les opportunités et le potentiel de développement illimité de l'Afrique, et ne considèrent pas ce continent comme un fardeau ou un « terrain à risque ».

Par ailleurs, en ce qui concerne le mode de coopération, la Chine regroupe efficacement aide pratique, investissements et commerce, ces trois éléments se stimulant l'un l'autre et se combinant organiquement. En outre, l'aide apportée par la Chine à l'Afrique présente les principales caractéristiques suivantes : « n'imposer aucune condition », « ne pas intervenir dans la politique intérieure », et veiller surtout à l'aide mutuelle en portant l'accent sur la construction des infrastructures.

Il ne fait aucun doute que tout en profitant des résultats de leur coopération, la Chine et l'Afrique se retrouvent confrontés à un défi. Comment permettre à l'aide apportée par la Chine à l'Afrique et à leur coopération économique et commerciale d'avancer avec leur temps, et de répondre au plus près aux besoins véritables du développement de l'Afrique ? Comment permettre à l'aide fournie de mieux correspondre aux projets d'amélioration du bien-être de la population et

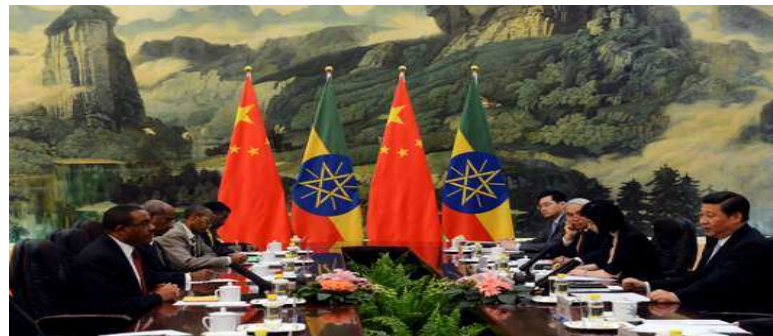
d'augmentation de la production en Afrique ? Comment trouver le moyen de renforcer la coopération internationale permettant le développement de l'Afrique, d'élever le rendement de l'aide apportée à l'Afrique, et de mieux protéger les investissements de la Chine en Afrique qui profitent aux populations d'outre-mer ? Pour répondre à ce défi, il est nécessaire d'explorer sans cesse de nouveaux domaines.

## Quelques problèmes subsistent

Comme ce fut le cas pendant longtemps, l'aide extérieure chinoise reposait sur une gestion « fragmentée » marquée par l'empilement ou la fragmentation. La mise en place et la réalisation de projets d'aide extérieure relevaient au sein du ministère du commerce du domaine de la gestion de l'aide extérieure et, selon les pays où ces projets d'aide étaient mis en place, de la gestion des régions concernées.

C'est pourquoi, sur la base de l'expérience d'aide au développement d'autres pays, la Chine a annoncé cette année la création d'une « Agence de coopération pour le développement international », dont la mission est de renforcer les projets stratégiques d'aide et l'harmonisation d'un plan d'ensemble, afin de favoriser la gestion unifiée du travail d'aide extérieure et de réformer et améliorer les modalités de l'aide. En outre, pour traiter des relations sino-africaines, il est nécessaire aussi de posséder une vision de l'avenir tournée vers le développement.

Pour le moment, dans les relations entre la Chine et l'Afrique, quelques problèmes subsistent : comment renforcer le processus d'adaptation des entreprises chinoises au contexte local, augmenter le taux d'emploi de la main-d'œuvre locale, protéger l'industrie africaine naissante, favoriser l'équilibre commercial entre la Chine et l'Afrique, etc. Autant de problèmes qu'il sera nécessaire de résoudre dans la prochaine phase du développement.



Grâce à la stratégie « B & R », les investissements dans des projets reliés entre eux concernant les infrastructures ont stimulé le développement de l'industrialisation de l'Afrique, ils ont mis en œuvre le « rêve africain » de réduction de la pauvreté et de développement et créé un nouveau consensus sur des relations sino-africaines plus concentrées.

## Projets ferroviaires

Les « dix grands projets de coopération entre la Chine et l'Afrique » d'un montant global de 60 milliards de dollars évoqués par le président chinois Xi Jinping, lors du sommet sino-africain de Johannesburg en 2015, visaient à encourager la coopération dans les grands domaines que sont le développement de l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture, les infrastructures, la coopération financière, le développement vert, le commerce et les investissements, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la situation de la population, la coopération dans les domaines de la santé publique, de la culture, de la paix et de la sécurité.

Parmi eux figurent au premier plan la « coopération sino-africaine en matière d'industrialisation », et la création à cet effet du « fond coopératif sino-africain pour la production » d'un montant initial de 10 milliards de dollars, ainsi qu'un montant de 5 milliards de dollars de prêts pour des projets spécifiques de développement accordés à des petites et moyennes entreprises sino-africaines et à un fonds de développement sino-africain.

Dès à présent, la coopération sino-africaine en termes de capacités de production a fourni de nombreux résultats préliminaires importants, comme la ligne de chemin de fer Addis-Abeba- Djibouti mise en

service comme prévu en octobre 2016 et la ligne de chemins de fer Mombassa (Kenya)-Nairobi qui a également été achevée et mise en service en mai 2017. La construction du domaine industriel et de la bande d'activités qui bordent les deux lignes de chemin de fer commence aussi à donner des résultats.

En septembre 2018, le Forum sur la coopération sino-africaine va de nouveau organiser un sommet à Pékin douze mois après le précédent. Les dirigeants des pays respectifs vont ainsi se réunir une fois de plus à Pékin pour discuter du grand projet de coopération sino-africain de la période qui commence, et permettre ainsi aux relations sino-africaines d'assurer chaque pas pour aller loin, et gravir ainsi de nouveaux sommets. *(Traduit du chinois par Hervé Denès)*

Source : Le Monde Afrique



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

## Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

## Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice  
Alain TCHEDRE  
Prosper AWIH  
Dick MESSAN (Stagiaire)

## Correcteur

S. Didier

## Infographie

JPB

## Adresse

Route du Contournement CEDEAO,  
Agôè Dèmakpoè, non loin des rails  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 42 83 46  
13 BP 152 Lomé-TOGO

## Imprimerie

Direct Sprint

## Tirage

1000 exemplaires



# LES PRIX BAISSENT

**Les carnets de factures normalisées  
avec TVA / sans TVA**

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

**La planche de vignettes**

~~10 000 FCFA~~ **2 700 FCFA**



**FEDERER POUR BATIR**  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)